

Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural (CIRADR)

Document Thématique 2

États et sociétés civiles, accès à la terre et développement rural: renforcer les capacités pour de nouvelles formes de gouvernance.

Janvier 2006

Autheurs:

Michel Merlet, Samuel Thirion, Vicent Garces

http://www.agter.asso.fr/IMG/pdf/AGTER_ICARRD_Issue_Paper_2_fr.pdf

Ce document a été préparé par l'Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources Naturelles (AGTER) à la demande de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (OAA). Les opinions et positions exprimées dans ce document sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OAA.

Plan du document

<i>Résumé du document thématique # 2</i>	3
<i>Préambule</i>	4
<i>Partie I. Renforcer les capacités pour relever les nouveaux défis</i>	4
A. Les grands défis du secteur agricole sont aussi des défis du monde tout entier	4
B. L'importance du renforcement des capacités pour améliorer l'accès à la terre et aux ressources naturelles et pour optimiser leurs usages.	6
<i>Partie II. Entre politiques des États et luttes et projets des sociétés civiles</i>	7
A. Les interventions des gouvernements à partir de quelques exemples	8
B. Importance des actions et des propositions des organisations paysannes, des communautés rurales et des usagers	16
<i>Partie III. Les nouvelles formes de régulation et de gouvernance</i>	19
A. Les enjeux	19
B. Les concepts	20
C. Les principes	20
D. Les expériences existantes : limites et enseignements	23
<i>Partie IV. Les besoins de renforcement des compétences</i>	26
A. Comment aborder les besoins de renforcement des compétences?	26
B. Quelques pistes concrètes pour renforcer les compétences des différents acteurs	26
C. Propositions. Une première ébauche soumise à la discussion.	27
<i>Conclusions</i>	29
<i>Bibliographie sélective.</i>	31

Résumé du document thématique # 2

Lutter efficacement pour réduire la faim et la pauvreté dans le monde suppose que l'on ait compris les véritables causes de l'inacceptable situation présente, liées à la mise en concurrence sur le marché mondial d'agricultures aux niveaux de productivité très différents. Des groupes sociaux entiers, des millions de producteurs perdent tout accès à la terre et aux ressources naturelles qui les faisaient vivre et les formes de production paysannes sont massivement et irréversiblement détruites. C'est parce qu'il a été historiquement prouvé que celles-ci sont les plus à même de satisfaire les besoins alimentaires de l'humanité et de préserver les ressources naturelles qu'il est urgent et capital d'enrayer ces processus. La crise économique, sociale et écologique menace la paix et la survie de l'humanité. Trouver des solutions à cette crise constitue le défi central des années à venir.

Le document identifie les principaux besoins de renforcement des capacités des Etats et des sociétés civiles, nécessaires pour un développement rural durable. Aujourd'hui, ni les Etats, ni les Organismes Internationaux ne sont en mesure de mettre en place des politiques susceptibles d'enrayer les dynamiques de réduction massive de l'accès à la terre et aux ressources naturelles. Ils ne savent pas non plus comment impulser des processus efficaces de correction d'inégalités qui ne cessent de croître. Parce qu'en rester à un discours général ne permet pas d'avancer dans la discussion, le document liste et analyse brièvement des aspects névralgiques pour préciser la nature des besoins de nouvelles compétences. Les processus de réforme agraire redistributive sont plus que jamais nécessaires mais exigent des conditions politiques particulières souvent fugaces dont il faut savoir profiter. Il est possible d'intervenir d'autres façons dans la durée, en combattant les appropriations illégales, en régulant les marchés fonciers, en sécurisant les droits d'usage des producteurs et pas seulement les droits des propriétaires du sol. Des politiques permettant d'accompagner l'évolution des structures agraires de façon à les rendre compatibles avec l'intérêt des majorités sont aujourd'hui indispensables. Mais les droits des citoyens de demain et les alternatives aux impasses d'aujourd'hui se construisent aussi depuis le bas, par les luttes des organisations de producteurs et des ruraux, grâce aux innovations de la société civile. Ces organisations ont toujours joué un rôle essentiel dans la construction de nouveaux cadres juridiques et de nouvelles politiques. Avec l'accélération de l'histoire, elles ont aussi besoin de renforcer leurs capacités pour être plus efficaces.

L'analyse des prémices de nouvelles formes de gouvernance montre clairement que ni les Etats, ni les sociétés civiles ne pourront arriver seuls à relever les défis du vingt-et-unième siècle. Après avoir analysé la dialectique des relations entre Etats et sociétés civiles et en s'appuyant sur les expériences les plus avancées d'articulation entre ces deux pôles, le document développe un cadre conceptuel pour de nouvelles formes de régulation et de gouvernance à la recherche d'un développement rural durable et équitable. Dialogues territoriaux, dialogues verticaux entre niveaux, subsidiarité active et "autonomie contre responsabilité" en constituent des briques essentielles et complémentaires. Il devient alors possible de proposer une première ébauche d'actions et de programmes pour renforcer les compétences des acteurs dans la perspective de mise en place de ces nouvelles formes de gouvernance. Parmi ces propositions, on trouve la formation d'un Observatoire, responsable d'assurer la dimension mondiale du processus d'apprentissage de la bonne gouvernance des zones rurales, la création de mécanismes obligeant les Etats à mettre en place des politiques adaptées et à rendre des comptes, et le renforcement des organisations paysannes et rurales.

Le document conclut en s'interrogeant: pour que de telles propositions puissent s'appliquer, ne faut-il pas remettre en cause certaines idées dominantes, s'attaquer aux racines du problème de la pauvreté en corrigeant les effets dévastateurs du marché mondial, renoncer au mythe de la propriété absolue du sol pour réinventer de nouvelles formes de gouvernance des territoires, et abandonner l'illusion d'un marché parfait de la terre et des ressources naturelles? Il est essentiel d'en débattre car la construction de réponses aux défis actuels ne pourra se faire que de façon plurielle, dans des dynamiques d'alliances de plus en plus larges, dépassant nécessairement le milieu rural.

Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural (CIRADR), Michel Merlet, Samuel Thirion, Vicent Garces, Janvier 2006



<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/deed.fr>